



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
1^{er} juin 2023
Français
Original : anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Observations finales concernant le rapport de la Fédération de Russie valant vingt-cinquième et vingt-sixième rapports périodiques*

1. Le Comité a examiné le rapport de la Fédération de Russie valant vingt-cinquième et vingt-sixième rapports périodiques¹ à ses 2959^e et 2960^e séances², les 12 et 13 avril 2023. À sa 2975^e séance, le 25 avril 2023, il a adopté les présentes observations finales.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction le rapport de l'État partie valant vingt-cinquième et vingt-sixième rapports périodiques et se félicite du dialogue qu'il a eu avec la délégation de l'État partie et des informations fournies pendant et après ce dialogue. Il regrette toutefois que la délégation ait refusé d'aborder la question du conflit armé et de la situation en Crimée et à Sébastopol et de répondre à ses questions à ce sujet, ce qui l'a empêché de s'acquitter pleinement de la fonction qui lui incombe au titre de l'article 9 de la Convention. Le Comité souligne combien il est essentiel que les États parties participent pleinement à l'échange de vues avec les organes conventionnels³ dans le cadre de l'examen des rapports périodiques, qui offre au Comité et à l'État partie une occasion unique d'avoir une discussion constructive et approfondie afin que le Comité puisse évaluer les progrès accomplis et indiquer à l'État partie les points sur lesquels il doit encore travailler.

B. Aspects positifs

3. Le Comité salue les mesures législatives et générales ci-après prises par l'État partie :

- a) L'adoption de la loi n° 22-FZ du 24 février 2021, qui prévoit la délivrance de documents d'identité temporaires aux apatrides ;
- b) L'adoption de la décision gouvernementale n° 16 du 19 janvier 2019, qui étend les prestations sociales aux familles élargies des membres des peuples autochtones ;
- c) L'adoption du plan d'action global pour le développement socioéconomique et ethnoculturel des Roms en Fédération de Russie, le 31 janvier 2018, et sa modification en 2019.

* Adoptées par le Comité à sa 109^e session (11-28 avril 2023).

¹ CERD/C/RUS/25-26.

² Voir CERD/C/SR.2959 et CERD/C/SR.2960.

³ Voir la résolution 68/268 de l'Assemblée générale.



C. Préoccupations et recommandations

Application de la Convention dans le contexte du conflit armé

4. Eu égard au conflit en cours en Ukraine que l'État partie a déclenché le 24 février 2022, le Comité rappelle que, dans les situations de conflit armé et d'hostilités, l'applicabilité du droit international humanitaire n'exclut pas l'application du droit international des droits de l'homme, y compris de la Convention, qui est indépendant. Réaffirmant le principe de l'intégrité territoriale de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, garanti par la Charte des Nations Unies et par les résolutions 68/262 et ES-11/4 de l'Assemblée générale sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le Comité rappelle que les obligations que la Convention met à la charge de l'État partie valent non seulement pour le territoire de ce dernier mais aussi pour tous les territoires sur lesquels il exerce un contrôle effectif. Regrettant que la délégation ait refusé, pendant le dialogue, de fournir la moindre information concernant le conflit armé en cours, le Comité est profondément préoccupé par :

a) Les allégations de violations graves et sévères des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits que les forces militaires russes et des sociétés militaires privées auraient commises contre des membres de groupes protégés par la Convention, en particulier des Ukrainiens, par exemple l'emploi excessif de la force, des meurtres, des exécutions extrajudiciaires et sommaires, des disparitions forcées, des actes de torture, des viols et autres formes de violence sexuelle, des détentions arbitraires, des déplacements massifs de population imputables à l'État partie et le transfert forcé ou la déportation d'habitants, notamment d'enfants, depuis des régions contrôlées par la Fédération de Russie vers le territoire de celle-ci ;

b) L'incitation à la haine raciale et la diffusion de stéréotypes racistes à l'égard des Ukrainiens, notamment sur les stations de radio et chaînes de télévision d'État, sur Internet et dans les médias sociaux, ainsi que par des personnalités et des hauts responsables, et le manque d'informations sur les enquêtes menées, les poursuites engagées, les déclarations de culpabilité prononcées et les peines imposées en rapport avec de tels actes ;

c) Les allégations de mobilisation et de conscription forcées, tant sur le territoire de l'État partie que sur d'autres territoires sous son contrôle effectif, qui touchent de manière disproportionnée les membres de minorités ethniques et de peuples autochtones ;

d) L'absence d'enquêtes sur les violations de la Convention qui auraient été commises au cours d'autres conflits armés ayant impliqué l'État partie ;

e) Le manque d'informations sur les mesures visant à offrir une voie de recours et un soutien aux victimes présumées de violations et d'atteintes commises dans le cadre du conflit armé en cours en Ukraine et d'autres conflits armés impliquant l'État partie (art. 2, 4 et 6).

5. Le Comité recommande à l'État partie :

a) **De mener des enquêtes efficaces, approfondies et impartiales sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits qui auraient été commises pendant le conflit armé en cours avec l'Ukraine et d'autres conflits armés impliquant ou ayant impliqué l'État partie, en particulier contre des Ukrainiens, de poursuivre les responsables de ces violations et de les condamner à des peines proportionnelles à la gravité des infractions ;**

b) **De prendre des mesures visant à apporter une aide médicale, psychologique, matérielle et autre aux victimes, et à leur assurer les réparations voulues (restitution, indemnisation, réadaptation, satisfaction et garanties de non-répétition) ;**

c) **De prendre des mesures pour surveiller et combattre les discours de haine raciale et les actes d'incitation à la haine raciale et à la discrimination et de promotion de ces phénomènes, y compris sur les stations de radio et chaînes de télévision d'État, sur Internet et dans les médias sociaux, ainsi que ceux qui sont le fait de représentants de l'État et de personnalités publiques, par exemple des responsables politiques et des chefs religieux, prenant pour cible des Ukrainiens, et de faire en sorte que ces actes fassent l'objet d'enquêtes efficaces, approfondies et impartiales et que leurs auteurs soient poursuivis et condamnés à des peines proportionnelles à la gravité des infractions commises ;**

d) De mettre fin à la mobilisation et à la conscription forcées, tant sur son territoire que sur les autres territoires qui sont sous son contrôle effectif, dans la mesure où elles touchent de manière disproportionnée les membres de minorités ethniques et de peuples autochtones.

Statistiques

6. Le Comité prend note des statistiques fournies par la délégation au cours du dialogue sur la composition démographique de l'État partie, statistiques qui intégraient les résultats du recensement national effectué en 2021. Il s'inquiète néanmoins du manque d'informations sur la situation socioéconomique des groupes ethniques minoritaires, dont les Roms, les autochtones et les non-ressortissants, parmi lesquels les migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les apatrides, qui limite sa capacité d'évaluer correctement la situation de ces groupes, y compris sur le plan socioéconomique, et tout progrès accompli grâce à la mise en œuvre de politiques et de programmes ciblés (art. 1^{er} et 5).

7. Rappelant ses directives pour l'établissement de rapports au titre de la Convention⁴, le Comité recommande à l'État partie de produire des statistiques ventilées sur la situation socioéconomique des différents groupes ethniques, dont les Roms, les autochtones et les non-ressortissants, parmi lesquels les réfugiés, les demandeurs d'asile, les migrants et les apatrides, sur leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et au logement et sur leur représentation dans la vie publique et politique, selon qu'il convient, en vue de créer une base empirique permettant d'évaluer la jouissance, dans des conditions d'égalité, des droits consacrés par la Convention.

Place de la Convention dans l'ordre juridique interne

8. Tout en notant que, selon l'article 15 de la Constitution de l'État partie, les traités internationaux ratifiés font partie de l'ordre juridique interne et priment la législation interne, le Comité déplore l'absence d'informations sur les cas dans lesquels les dispositions de la Convention ont été invoquées devant les tribunaux nationaux ou appliquées par eux (art. 2).

9. Rappelant ses précédentes observations finales⁵, le Comité recommande à l'État partie de mener des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation, notamment à l'intention des juges, des procureurs, des avocats et des responsables de l'application des lois, afin de s'assurer que les dispositions de la Convention sont invoquées par et devant les tribunaux nationaux selon qu'il convient. Il demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique des exemples précis de cas où la Convention a été appliquée par les tribunaux nationaux.

Interdiction de la discrimination raciale

10. Le Comité prend note des informations communiquées quant aux dispositions du cadre juridique interne qui intègrent le principe de non-discrimination, notamment dans la Constitution, le Code du logement, le Code de procédure pénale, le Code pénal, le Code civil et la loi sur l'éducation. Il est toutefois préoccupé par :

a) Le fait que la couleur et l'origine ethnique ne figurent pas dans la liste des motifs de discrimination interdits dans le cadre juridique relatif à la non-discrimination, en particulier l'article 19 de la Constitution, l'article 136 du Code pénal et l'article 5.62 du Code des infractions administratives ;

b) Le fait que l'État partie n'a rien fait pour élaborer et adopter une législation anti-discrimination complète qui contienne une définition expresse de la discrimination raciale englobant tous les motifs énumérés à l'article premier de la Convention et qui interdise la discrimination directe, indirecte et croisée tant dans la sphère publique que dans la sphère privée (art. 1, 2 et 5).

⁴ CERD/C/2007/1, par. 10 à 12.

⁵ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 6.

11. **Le Comité renouvelle ses précédentes recommandations⁶ et recommande à l'État partie :**

a) **De revoir son cadre juridique, en particulier les dispositions de la Constitution, du Code pénal et du Code des infractions administratives, en vue de les mettre en conformité avec la Convention ;**

b) **D'élaborer et d'adopter une législation anti-discrimination complète, qui contienne une définition claire de la discrimination raciale et s'applique à la discrimination directe, indirecte et croisée tant dans la sphère publique que dans la sphère privée, conformément à l'article premier de la Convention.**

Plaintes pour discrimination raciale

12. Le Comité prend note des informations fournies par l'État partie sur les déclarations de culpabilité prononcées entre 2017 et 2022 en application du Code pénal et du Code des infractions administratives pour des actes de discrimination raciale. Il est néanmoins préoccupé par l'absence de statistiques détaillées et ventilées sur les plaintes pour discrimination raciale déposées devant les tribunaux nationaux et autres institutions compétentes, de même que sur les enquêtes menées, les poursuites engagées, les déclarations de culpabilité prononcées et les peines imposées dans des cas de discrimination, en particulier de discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique (art. 6).

13. **Renouvelant sa précédente recommandation⁷ et rappelant sa recommandation générale n° 31 (2005) sur la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale, le Comité recommande à l'État partie :**

a) **De recueillir des informations et des statistiques détaillées, ventilées par âge, sexe et origine ethnique et nationale des victimes, sur le nombre et le type de plaintes pour discrimination raciale, le nombre d'enquêtes, de poursuites et de déclarations de culpabilité et les réparations accordées aux victimes, et de les inclure dans son prochain rapport périodique ;**

b) **D'organiser des programmes de formation à l'intention des policiers, des procureurs et des autres responsables de l'application des lois sur la détection et l'enregistrement des actes de discrimination raciale ;**

c) **De mener des campagnes d'information sur les droits consacrés par la Convention et sur la manière de porter plainte pour discrimination raciale, en particulier auprès des communautés roms, des autochtones, des apatrides et des travailleurs migrants.**

Discours et crimes de haine à caractère raciste

14. Le Comité prend note des informations fournies sur les dispositions juridiques qui permettent de lutter contre l'incitation à la haine raciale, notamment l'article 282 du Code pénal, et du fait que les motivations racistes sont une circonstance aggravante de certaines infractions. Il est toutefois préoccupé par :

a) Le fait que les communautés roms et les autres minorités ethniques, les autochtones et les migrants, en particulier ceux qui viennent d'Asie centrale et du Caucase, sont de plus en plus victimes de crimes de haine et de discours de haine raciale et font de plus en plus l'objet de stéréotypes négatifs, notamment sur les stations de radio et chaînes de télévision d'État, dans la presse écrite, sur Internet et dans les médias sociaux ; et l'absence d'informations sur les mécanismes dont disposeraient les victimes pour signaler les faits de ce genre dans des conditions de sécurité ;

⁶ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 10, et CERD/C/RUS/CO/20-22, par. 7.

⁷ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 14.

b) L'absence d'informations détaillées sur les plaintes ou les affaires concernant des crimes ou discours de haine dans l'État partie et sur les poursuites engagées, les déclarations de culpabilité prononcées et les peines imposées aux auteurs, conformément à l'article 4 de la Convention et sur la base des motifs de discrimination reconnus à l'article premier ;

c) Le fait que des responsables politiques, dont des parlementaires, et des personnalités, dont des chefs religieux, tiennent des discours de haine raciale, aux niveaux fédéral et local, et l'absence d'informations sur les enquêtes, les poursuites et les déclarations de culpabilité dont ont fait l'objet des personnalités et des responsables politiques pour des discours de haine (art. 4).

15. Rappelant ses recommandations générales n° 7 (1985) sur l'application de l'article 4 de la Convention, n° 15 (1993) sur l'article 4 de la Convention et n° 35 (2013) sur la lutte contre les discours de haine raciale, le Comité recommande à l'État partie :

a) **De mettre en place un système de dépôt de plaintes pour crimes et discours de haine et d'en garantir l'accessibilité et la disponibilité pour les personnes vulnérables aux discours et crimes de haine à caractère raciste, par exemple les membres des communautés roms et autres minorités ethniques, les autochtones, les migrants et les personnes d'ascendance africaine, et de prendre des mesures efficaces, par exemple en menant des campagnes de sensibilisation, pour favoriser le signalement de ces actes ;**

b) **De redoubler d'efforts pour combattre la prolifération des discours de haine raciale dans les médias, sur Internet et sur les médias sociaux, en étroite coopération avec les médias, les fournisseurs d'accès à Internet et les plateformes de médias sociaux, ainsi qu'avec les membres des groupes vulnérables aux discours de haine raciale ;**

c) **De condamner fermement les discours de haine sous toutes leurs formes et de se distancier des discours de haine raciale prononcés par des responsables politiques et des personnalités, parmi lesquels des parlementaires et des chefs religieux, et de veiller à ce que ces discours fassent l'objet d'une enquête et à ce que leurs auteurs soient dûment punis ;**

d) **D'évaluer et de renforcer son système de collecte de données sur les plaintes pour discours de haine raciale et infractions à motivation raciste et sur les poursuites engagées et les déclarations de culpabilité et peines prononcées pour des comportements de ce genre, conformément à l'article 4 de la Convention, et d'inclure dans son prochain rapport périodique des statistiques pertinentes.**

Violence policière à caractère raciste et profilage racial

16. Le Comité prend note des renseignements communiqués par la délégation sur la formation dispensée aux agents des forces de l'ordre, ainsi que de la création, au Ministère de l'intérieur, d'un mécanisme interne de surveillance de la discrimination raciale. Il est toutefois préoccupé par :

a) Les violences à caractère raciste et les pratiques de profilage racial auxquelles se livreraient des agents des forces de l'ordre envers des membres de groupes vulnérables à la discrimination raciale, principalement des Roms, des migrants, en particulier ceux qui viennent d'Asie centrale et du Caucase, des personnes d'ascendance africaine et des personnes qui subissent des formes de discrimination croisée, par exemple les femmes et les personnes LGBTQI+ ;

b) L'absence d'interdiction claire du profilage racial dans le cadre législatif relatif au maintien de l'ordre, et le manque d'informations détaillées sur les mesures prises pour lutter contre le profilage racial et la violence policière à caractère raciste ;

c) L'absence d'informations sur le mandat et les activités du mécanisme interne de surveillance de la discrimination raciale au Ministère de l'intérieur, sur la disponibilité et l'accessibilité de mécanismes indépendants que les victimes de profilage racial et de violences policières à caractère raciste pourraient utiliser pour signaler les faits de ce genre dans des conditions de sécurité et sur les enquêtes menées, les poursuites engagées, les déclarations de culpabilité prononcées et les peines imposées, ainsi que sur les réparations accordées aux victimes (art. 4).

17. **Rappelant sa recommandation générale n° 36 (2020) sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les représentants de la loi, le Comité recommande à l'État partie :**

a) **D'élaborer et d'adopter une loi et d'autres textes interdisant expressément aux responsables de l'application des lois tout profilage racial et tout acte de violence à motivation raciale, en associant à l'élaboration des textes des représentants des groupes vulnérables à la discrimination raciale, principalement les Roms, les migrants, en particulier ceux qui viennent d'Asie centrale et du Caucase, les personnes d'ascendance africaine et les personnes qui subissent des formes de discrimination croisée, par exemple les femmes et les personnes LGBTQI+ ;**

b) **De mettre en place un organe de contrôle indépendant chargé de recevoir les plaintes pour profilage racial et violences policières à caractère raciste, qui seront transmises au moyen de canaux sûrs et accessibles pour les victimes, et de mener des enquêtes approfondies et impartiales sur toutes les allégations de profilage racial et de violence policière à caractère raciste, tout en offrant des recours utiles aux victimes ;**

c) **De recueillir des statistiques sur les plaintes pour profilage racial et violences policières à caractère raciste, sur les enquêtes menées, les poursuites engagées, les déclarations de culpabilité prononcées et les peines imposées, ainsi que sur les réparations accordées aux victimes, et de les inclure dans son prochain rapport périodique.**

Espace civique

18. Le Comité demeure préoccupé par le fait que des lois de l'État partie, notamment la loi fédérale n° 129-FZ du 20 mai 2015 sur les activités indésirables d'organisations non gouvernementales étrangères et internationales et la loi fédérale n° 121-FZ du 20 juillet 2012 sur les agents étrangers, et leurs versions modifiées, sont utilisées pour réduire arbitrairement au silence des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile, en particulier ceux qui s'intéressent aux droits des membres des communautés roms et des autres minorités ethniques, des autochtones, des migrants et des apatrides. Il s'inquiète tout particulièrement des modifications apportées récemment à la loi sur les agents étrangers, qui permet de classer les organisations de la société civile, les militants et les défenseurs des droits de l'homme selon des critères flous et vagues et d'imposer sans raison des obligations d'enregistrement et de communication d'informations, et accorde aux autorités de larges pouvoirs de contrôle sur les activités des organisations considérées, qui voient en outre leur accès au financement restreint. Le Comité est également préoccupé par le petit nombre d'organisations de la société civile actives et enregistrées dans l'État partie et par celui, inhabituellement faible, de communications présentées par de telles organisations dans le cadre de l'examen du rapport, ce qui pourrait s'expliquer par la fermeture de nombreuses d'entre elles en raison du caractère restrictif du cadre juridique. Il s'inquiète en outre des informations selon lesquelles des défenseurs des droits de l'homme, des membres d'organisations de la société civile, des militants, des avocats et des journalistes sont de plus en plus souvent la cible d'actes d'intimidation, de surveillance, de harcèlement, de menaces et de représailles en raison de leur travail. Il est par ailleurs préoccupé par l'absence d'informations concernant les enquêtes menées sur les allégations de représailles et de harcèlement dont deux défenseurs des droits de l'homme auraient été victimes en novembre 2017, après avoir participé à l'examen du rapport de l'État partie devant le Comité (art. 5).

19. **Le Comité recommande à l'État partie de revoir son cadre législatif, en particulier la loi sur les agents étrangers et la loi sur les activités indésirables d'organisations non gouvernementales étrangères et internationales, de sorte à offrir aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme, y compris à ceux qui s'occupent des droits des Roms et des autres minorités ethniques, des autochtones et des non-ressortissants, un espace ouvert qui leur permette de travailler sans avoir à craindre des représailles. Il lui recommande également de mener des enquêtes efficaces, approfondies et impartiales sur tous les cas signalés d'intimidation et de harcèlement, ainsi que de menaces et de représailles à l'égard de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes, d'avocats, de militants et de membres d'organisations de la société civile.**

20. Le Comité s'inquiète du caractère excessivement large et flou de la définition donnée des « activités extrémistes » dans le cadre législatif relatif à la lutte contre l'extrémisme, notamment dans la loi fédérale n° 114-FZ du 25 juillet 2002 sur la lutte contre les activités extrémistes et dans certaines dispositions du Code pénal, par exemple les articles 280, 282.1 et 282.2, qui non seulement compromettent gravement l'exercice légitime des droits à la liberté d'expression et à la liberté d'association mais aussi permet d'appliquer ces textes de sorte à entraver les travaux et activités d'organisations de la société civile, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme, en particulier de ceux qui s'intéressent aux droits des Roms et des autres minorités ethniques, des autochtones, des migrants et des apatrides. Il est également préoccupé par les informations selon lesquelles la Douma d'État examine un projet de loi visant à modifier les dispositions de la loi fédérale n° 62-FZ du 31 mai 2002 sur la citoyenneté, qui permettrait aux autorités de retirer la citoyenneté à quiconque aurait pris part à une « activité extrémiste » telle que cette notion est définie dans la loi sur la lutte contre les activités extrémistes et les articles 280, 282.1 et 282.2 du Code pénal ; de telles dispositions pourraient servir de base à des représailles contre des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des membres d'organisations de la société civile (art. 5).

21. **Rappelant ses précédentes observations finales⁸, le Comité recommande à l'État partie de revoir la loi sur la lutte contre les activités extrémistes et les articles 280, 282.1 et 282.2 du Code pénal en vue de parvenir à une définition précise et conforme à l'article 4 de la Convention de ce qu'est une activité extrémiste. Il lui recommande également de veiller à ce que le cadre législatif relatif à la lutte contre l'extrémisme ne soit pas utilisé pour intimider, harceler, arrêter, maintenir en détention ou poursuivre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme ou des représentants et employés d'organisations de la société civile, y compris ceux qui s'intéressent aux droits des Roms et des autres minorités ethniques, des autochtones et des non-ressortissants, qui auraient simplement exercé leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté d'association. Il lui recommande en outre d'examiner les projets de modification de la loi sur la citoyenneté sous l'angle des droits de l'homme et de ne pas user du retrait de la citoyenneté comme mesure de répression ou de rétorsion à l'égard de défenseurs des droits de l'homme, de membres d'organisations de la société civile, de militants, d'avocats et de journalistes qui ne font que leur travail.**

Droits que la Convention garantit aux habitants de la Crimée et de la ville de Sébastopol, temporairement occupées par la Fédération de Russie

22. Le Comité prend note de la position de l'État partie selon laquelle le Comité ne peut examiner les affaires en instance devant la Cour internationale de Justice, mais il fait observer que la Cour, dans son arrêt du 8 novembre 2019 sur les exceptions préliminaires dans l'affaire *Application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*, s'est bornée à examiner la question de sa compétence propre ; elle n'a pas abordé les compétences du Comité et ne s'est pas prononcée à ce sujet. Il indique en outre que la règle qui interdit que la même question fasse l'objet de plusieurs procédures concomitantes (litispendance) vaut seulement pour l'examen de communications émanant de particuliers et non pour celui de rapports d'États parties, conformément aux dispositions de la Convention, en particulier l'article 9, aux dispositions pertinentes du règlement intérieur du Comité et à la pratique générale bien établie des autres organes conventionnels de l'Organisation des Nations Unies.

23. Regrettant que la délégation ait refusé pendant le dialogue de fournir des informations à ce sujet et réaffirmant sa position concernant le statut juridique de la Crimée selon le droit international et l'importance fondamentale du principe de l'intégrité territoriale de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Comité se dit profondément préoccupé par :

a) Les allégations de nombreuses et graves violations des droits humains de membres de groupes ethniques minoritaires et de peuples autochtones en Crimée, en particulier des enlèvements, des disparitions forcées, des détentions arbitraires, des mauvais traitements et le transfert forcé ou la déportation d'habitants de ces territoires vers la Fédération de Russie, et l'absence d'informations sur les mesures prises pour enquêter sur ces allégations et apporter soutien et réparations aux victimes ;

⁸ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 12.

- b) Les allégations de destruction et de détérioration du patrimoine culturel des Tatars de Crimée, par exemple des pierres tombales, des monuments et des lieux saints, et l'absence d'informations à propos des enquêtes menées sur ces allégations et des autres mesures visant à prévenir ces actes de vandalisme ;
- c) Les informations selon lesquelles il serait difficile d'utiliser l'ukrainien et le tatar de Crimée et d'étudier dans ces langues ;
- d) Les mesures de restriction dont feraient l'objet les institutions représentatives et les droits politiques des Tatars de Crimée, notamment la dissolution du Mejlis et les poursuites et persécutions dont ses membres font l'objet ;
- e) Les allégations selon lesquelles les défenseurs des droits de l'homme, les militants, les avocats et les journalistes sont de plus en plus souvent la cible d'accusations et de poursuites motivées par des considérations politiques, d'actes d'intimidation, de mesures de surveillance, d'actes de harcèlement, de menaces, de représailles et d'assassinats, en raison de leur travail ;
- f) Les allégations de mobilisation et de conscription forcées de Tatars de Crimée et d'autochtones dans le cadre du conflit armé en cours en Ukraine (art. 2 et 5).

24. Rappelant ses précédentes observations finales⁹, le Comité recommande à l'État partie :

- a) De mener des enquêtes efficaces, approfondies et impartiales sur les allégations de violations des droits humains de membres de groupes ethniques minoritaires et de peuples autochtones en Crimée, de poursuivre les responsables et d'imposer une peine adaptée à ceux qui sont déclarés coupables ;**
- b) D'enquêter efficacement sur les allégations de destruction et de détérioration du patrimoine culturel des Tatars de Crimée et d'agir pour prévenir ces actes ;**
- c) De prendre et de mettre en œuvre des mesures pour assurer un enseignement à tous les niveaux dans la langue maternelle des groupes ethniques et des peuples autochtones en Crimée ;**
- d) De garantir et de respecter l'exercice des droits politiques des Tatars de Crimée et le fonctionnement de leurs institutions représentatives, notamment en rétablissant le Mejlis ;**
- e) De mener des enquêtes efficaces, approfondies et impartiales sur tous les cas signalés de détention et de poursuites arbitraires, d'actes d'intimidation et de harcèlement, de menaces et de représailles contre des responsables locaux, des défenseurs des droits de l'homme, des militants, des avocats et des journalistes, et de prendre et de mettre en œuvre des mesures pour que ces personnes puissent accomplir leur travail efficacement et sans crainte de représailles ;**
- f) De mettre fin à la mobilisation et à la conscription forcées des Tatars de Crimée et des autochtones en Crimée dans le cadre du conflit armé en cours avec l'Ukraine.**

Roms

25. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation sur la mise en œuvre du plan d'action global pour le développement socioéconomique et ethnoculturel des Roms en Fédération de Russie. Il constate toutefois avec préoccupation que les membres des communautés roms restent exclus de la société et sont touchés de manière disproportionnée par la pauvreté et que les stéréotypes négatifs, les préjugés et l'intolérance à leur égard restent largement répandus. Il est particulièrement préoccupé par :

- a) L'absence d'informations sur la participation des membres des communautés roms, y compris les femmes, à la conception, à l'application et à l'évaluation du plan d'action global ;

⁹ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 20.

b) Le taux d'abandon scolaire disproportionné chez les enfants roms, en particulier dans l'enseignement secondaire, et l'absence d'informations sur l'appui apporté aux enfants et aux familles roms qui rencontrent des difficultés dans le système éducatif, comme le prévoit l'article 42 de la loi sur l'éducation ;

c) Les informations selon lesquelles les enfants roms sont refusés dans certaines écoles et continuent de faire l'objet d'une ségrégation dans le système éducatif ;

d) Les informations selon lesquelles les communautés roms vivent sans véritable sécurité d'occupation dans des établissements informels, où l'accès aux services de base est limité et où les autorités locales ou les entreprises ne cessent de couper le gaz et l'électricité, et selon lesquelles les démolitions de maisons et les expulsions ont continué, sans qu'aucune autre solution d'hébergement ou indemnisation ne soit offerte aux personnes et aux familles roms concernées (art. 5).

26. Rappelant sa recommandation générale n° 27 (2000) sur la discrimination à l'égard des Roms, le Comité recommande à l'État partie :

a) **De mettre en place un mécanisme de consultation des communautés roms, y compris les femmes et les enfants, afin de garantir leur participation réelle et constructive à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation du plan d'action global pour le développement socioéconomique et ethnoculturel des Roms en Fédération de Russie et d'autres politiques ;**

b) **Par l'intermédiaire, entre autres, de ses institutions, et en vue de lutter contre les stéréotypes et les préjugés à l'égard des Roms, de surveiller les progrès concrets obtenus s'agissant de la jouissance par les Roms de leurs droits, de fournir des informations à ce sujet et de prendre des mesures pour lutter contre la discrimination structurelle et décourager la stigmatisation et les stéréotypes à l'égard des communautés roms ;**

c) **De redoubler d'efforts pour lutter contre la discrimination à l'égard des Roms dans tous les domaines de la vie ; de veiller à ce que les Roms victimes de discrimination aient accès à des recours utiles ; de dispenser aux policiers, au personnel judiciaire et aux journalistes une formation sur les questions relatives aux Roms ; de mener des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'identité et la culture roms ;**

d) **De redoubler d'efforts pour assurer aux enfants roms l'accès à une éducation de qualité et inclusive, en vue d'accroître le taux de scolarisation et de lutter contre l'abandon scolaire, par exemple en renforçant le système d'appui aux enfants et aux familles roms prévu à l'article 42 de la loi sur l'éducation et en menant à l'intention des enfants et des jeunes roms et de leurs familles des campagnes de sensibilisation à l'importance de l'éducation ;**

e) **De mettre fin à la ségrégation de fait dans les écoles et d'enquêter sur les refus d'admission d'enfants roms dans certaines écoles ;**

f) **De mettre un terme aux expulsions de Roms et à la démolition de leurs maisons, notamment en garantissant aux communautés roms la sécurité d'occupation et en légalisant les établissements informels ; dans les cas où la démolition ou l'expulsion ne peut être évitée, de veiller à ce que les familles et les personnes touchées obtiennent un logement de remplacement convenable et soient indemnisées. Le Comité recommande également à l'État partie d'agir efficacement pour garantir l'accès aux services de base dans les zones d'habitation roms et pour faire en sorte que les Roms ne fassent pas l'objet de mesures répressives des autorités locales, par exemple des coupures de gaz ou d'électricité.**

Violences interethniques

27. Le Comité est préoccupé par les violents conflits interethniques impliquant des membres des communautés roms signalés dans l'État partie, en particulier par les faits survenus en juin 2019 à Chemodanovka, dans l'oblast de Penza, et en mai 2019 à Ust-Abakan, en Khakasie, au cours desquels des centaines de Roms ont fui leurs zones d'habitation à la suite de menaces et d'actes d'intimidation, des maisons ont été vandalisées

et de nombreux hommes roms ont été arbitrairement placés en détention et soumis à des mauvais traitements. Il prend note des informations fournies par la délégation, mais regrette qu'aucune enquête n'ait été menée sur les violences commises à l'égard des communautés roms et les attaques contre leurs biens (art. 5 et 6).

28. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter et d'appliquer des mesures pour que les forces de l'ordre répondent efficacement, objectivement et de façon proportionnée aux affrontements interethniques et pour protéger les membres des communautés roms et leurs biens. Il lui recommande également de mener des enquêtes indépendantes, efficaces et approfondies sur toutes les allégations de violations et d'atteintes que les communautés roms auraient subies et d'apporter aux victimes réparation et soutien à la suite de conflits de ce genre. L'État partie devrait aussi promouvoir la tolérance et la compréhension mutuelle entre les communautés roms et non roms et renforcer la confiance des communautés roms dans les institutions officielles en œuvrant activement à leur inclusion et à leur participation.

Peuples autochtones

29. Le Comité prend note de l'adoption de la décision n° 16 du 19 janvier 2019, qui étend les prestations sociales aux familles élargies des membres des peuples autochtones. Il est toutefois préoccupé par :

a) Le fait que seulement 47 peuples autochtones soient officiellement reconnus, sur environ 190, en raison de la définition restrictive que le cadre juridique donne de cette notion, et notamment du critère numérique des 50 000 individus ; les groupes qui comptent plus de membres que cela ne sont pas reconnus comme des peuples autochtones, même s'ils se considèrent comme tels, et ne peuvent donc pas bénéficier de la protection de leurs terres, de leurs ressources et de leurs moyens de subsistance par la loi ;

b) Le fait que l'État partie n'ait créé aucun territoire à statut fédéral réservé à l'exploitation traditionnelle des ressources depuis l'adoption de la loi fédérale n° 49-FZ du 7 mai 2001 relative aux territoires réservés à l'exploitation traditionnelle des ressources naturelles par les petits peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie, au détriment de la protection des terres et des droits territoriaux des peuples autochtones ;

c) L'insuffisance de la législation fédérale et des cadres généraux sur le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, et l'inadéquation des initiatives de consultation préalable de ces peuples concernant l'élaboration des textes de loi et des mesures qui ont des incidences sur leurs droits, la délivrance de permis pour des projets économiques et d'exploitation sur leurs terres et l'expropriation de terres ;

d) Les dommages irréparables causés par les projets de développement économique, de développement industriel et d'exploitation des ressources naturelles, dont les projets miniers, notamment du fait de la pollution et des changements climatiques, et les répercussions qu'ils ont sur le droit des peuples autochtones d'utiliser leurs terres traditionnelles et leurs ressources naturelles et d'en jouir, et donc sur leur droit à l'alimentation et à un environnement propre, sain et durable ;

e) Les démarches administratives excessives et les réglementations restrictives qui seraient imposées aux pêcheries autochtones et le fait que les pêcheries commerciales soient jugées prioritaires et favorisées ;

f) Le taux élevé de suicides et d'automutilations chez les jeunes autochtones (art. 5).

30. Rappelant ses précédentes observations finales¹⁰, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et sa recommandation générale n° 23 (1997) sur les droits des populations autochtones, le Comité recommande à l'État partie :

a) De revoir son cadre législatif de sorte à modifier la définition de ce qu'est un peuple autochtone en supprimant le critère du nombre maximum de membres qu'un groupe peut compter pour être reconnu officiellement et de garantir la protection juridique pleine et effective des droits culturels, territoriaux et politiques de tous les peuples autochtones ;

¹⁰ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 24.

b) **D'adopter des mesures d'ordres législatif et opérationnel aux niveaux régional et fédéral pour garantir la consultation effective et utile des peuples autochtones au sujet de tout projet ou toute mesure législative ou administrative susceptible d'avoir des incidences sur leurs terres, territoires et ressources en vue d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé ;**

c) **De créer des territoires à statut fédéral réservés à l'exploitation traditionnelle des ressources, conformément à la loi relative aux territoires réservés à l'exploitation traditionnelle des ressources naturelles par les petits peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie ;**

d) **De réaliser systématiquement et en temps voulu des études d'impact sur l'environnement et les droits de l'homme et de consulter effectivement et utilement les peuples autochtones avant d'autoriser un quelconque projet de développement économique, de développement industriel ou d'exploitation des ressources naturelles susceptible d'avoir des incidences sur leurs terres, territoires et ressources, et de surveiller en continu ces projets après leur approbation ;**

e) **De prendre des mesures pour prévenir, atténuer et corriger les incidences des projets de développement économique, de développement industriel et d'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de la pollution et des changements climatiques, sur les terres, les territoires et les ressources des peuples autochtones, en vue de protéger leurs coutumes et leurs modes de vie traditionnels, ainsi que leur droit à un environnement propre, sain et durable ;**

f) **De revoir les cadres juridiques et généraux relatifs à la pêche, dans le but de faciliter l'accès des peuples autochtones et d'abroger toute restriction discriminatoire imposée aux pêcheries autochtones ;**

g) **D'améliorer la disponibilité et l'accessibilité de services de santé mentale de qualité pour les peuples autochtones, afin de s'attaquer aux causes profondes du taux élevé de suicides et de proposer aux individus et aux groupes exposés au risque de suicide des programmes de prévention et des services d'accompagnement efficaces.**

Travailleurs migrants

31. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation à propos de la situation des travailleurs migrants et des inspections du travail qui ont été effectuées, mais reste préoccupé par le fait que les travailleurs migrants, en particulier ceux qui viennent d'Asie centrale et du Caucase, font toujours face à des conditions de travail difficiles, à des abus et à l'exploitation et sont victimes de discrimination dans l'emploi. Il est également préoccupé par les obstacles qui empêchent les travailleurs migrants victimes de discrimination raciale, en particulier les migrants en situation irrégulière, d'accéder à la justice et à des recours (art. 5 et 6).

32. **Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour lutter contre les abus et l'exploitation dont les travailleurs migrants sont victimes, par exemple en évaluant et en révisant le cadre d'emploi de ces travailleurs afin de réduire leur vulnérabilité face à l'exploitation et aux abus, en renforçant les inspections, en enquêtant sur les faits d'exploitation et en punissant les responsables. Il lui recommande également d'adopter des mesures visant à garantir l'accès des travailleurs migrants à la justice, quel que soit leur statut, y compris grâce à l'aide juridictionnelle gratuite, et de mener à leur intention des campagnes de sensibilisation à leurs droits et aux voies de recours disponibles.**

Apatrides et migrants sans papiers ou en situation irrégulière

33. Le Comité prend note des informations fournies par la délégation sur l'adoption de la loi n° 22-FZ du 24 février 2021 portant modification des dispositions de la loi sur le statut juridique des ressortissants étrangers en Fédération de Russie et d'autres textes de loi fixant le statut juridique des apatrides en vue de permettre aux autorités de régulariser et de faciliter la situation des apatrides, par exemple en leur délivrant un document d'identité temporaire valable dix ans. Il est toutefois préoccupé par :

a) **Les retards excessifs qui auraient été pris dans le traitement et la régularisation de la situation d'apatrides ainsi que dans la délivrance de cartes d'identité temporaires ;**

b) Les informations selon lesquelles les apatrides qui ont reçu une carte d'identité temporaire ont toujours du mal à faire enregistrer leur mariage et à accéder à l'éducation et aux soins de santé ;

c) Le fait que les apatrides et les migrants sans papiers ou en situation irrégulière sont parfois détenus arbitrairement dans le cadre de procédures administratives qui peuvent durer jusqu'à deux ans, sans que leur détention fasse l'objet d'un contrôle judiciaire et sans qu'ils puissent bénéficier de l'aide juridictionnelle (art. 5 et 6).

34. Rappelant ses précédentes observations finales¹¹ et sa recommandation générale n° 30 (2004) sur la discrimination contre les non-ressortissants, le Comité recommande à l'État partie :

a) **D'accélérer l'enregistrement des personnes sans papiers et des apatrides et la délivrance de cartes d'identité temporaires ;**

b) **De prendre des mesures, y compris des mesures législatives, pour que les apatrides titulaires d'une carte d'identité temporaire puissent accéder à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé et puissent faire enregistrer leur mariage ;**

c) **De revoir son cadre juridique et stratégique en vue de mettre fin à la détention arbitraire des apatrides et des migrants sans papiers ou en situation irrégulière dans le cadre d'une procédure administrative, tout en veillant à ce que les victimes bénéficient d'une aide juridictionnelle et disposent de recours.**

Éducation aux droits de l'homme pour lutter contre les préjugés et l'intolérance

35. Le Comité prend note des informations fournies sur les activités que l'organisme fédéral des affaires ethniques et l'organisme fédéral de la jeunesse ont menées pour promouvoir la compréhension et la tolérance entre les nations et les groupes ethniques. Il regrette néanmoins que la délégation ne lui ait donné pendant le dialogue aucune information qui lui aurait permis d'évaluer l'effet de ces activités et d'autres mesures de promotion de l'éducation aux droits de l'homme, par exemple sur la discrimination raciale, dans tous les programmes scolaires, les programmes universitaires et la formation du personnel enseignant. Le Comité est particulièrement préoccupé par l'absence d'informations sur les mesures prises pour que l'histoire soit enseignée de manière à éviter la prééminence d'un récit historique et la hiérarchisation des groupes ethniques, ainsi que sur les campagnes de sensibilisation du grand public, des membres des forces de l'ordre et des autorités judiciaires à l'importance de la diversité culturelle, de la tolérance et de la compréhension interethnique (art. 7).

36. Rappelant ses précédentes observations finales¹², le Comité recommande à l'État partie de faire en sorte que l'histoire soit enseignée de manière à éviter la prééminence d'un récit historique et la hiérarchisation des groupes ethniques, compte tenu du caractère multiethnique, multiculturel et multiconfessionnel de la population de l'État partie et de la diversité des expériences au regard de l'histoire. Il lui recommande également de mener des campagnes de sensibilisation, aux résultats mesurables, auprès du grand public, des fonctionnaires, des forces de l'ordre et des autorités judiciaires, sur l'importance de la diversité ethnique et culturelle, de la tolérance et de la compréhension interethnique.

D. Autres recommandations

Ratification d'autres instruments

37. **Compte tenu du caractère indissociable de tous les droits de l'homme, le Comité engage l'État partie à envisager de ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie, en particulier ceux dont les dispositions intéressent directement les communautés qui peuvent faire l'objet de**

¹¹ CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 30.

¹² CERD/C/RUS/CO/23-24, par. 32.

discrimination raciale, comme la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que la Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, et la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, de l'Organisation internationale du Travail. Le Comité engage l'État partie à adhérer à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie.

Amendement à l'article 8 de la Convention

38. Le Comité recommande à l'État partie d'accepter l'amendement à l'article 8 (par. 6) de la Convention, adopté le 15 janvier 1992 à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [47/111](#).

Suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Durban

39. À la lumière de sa recommandation générale n° 33 (2009) sur le suivi de la Conférence d'examen de Durban, le Comité recommande à l'État partie de donner effet à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, adoptés en septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en tenant compte du document final de la Conférence d'examen de Durban, tenue à Genève en avril 2009, quand il applique la Convention. Le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport périodique des renseignements précis sur les plans d'action qu'il aura adoptés et les autres mesures qu'il aura prises pour appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Durban au niveau national.

Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

40. À la lumière de la résolution [68/237](#) de l'Assemblée générale proclamant la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine pour 2015-2024 et de la résolution [69/16](#) sur le programme d'activités de la Décennie, le Comité recommande à l'État partie d'élaborer et de mettre en œuvre un programme adapté de mesures et de politiques. Le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport des renseignements précis sur les mesures concrètes qu'il aura adoptées dans ce cadre, compte tenu de sa recommandation générale n° 34 (2011) sur la discrimination raciale à l'égard des personnes d'ascendance africaine.

Consultations avec la société civile

41. Le Comité recommande à l'État partie d'initier et d'élargir le dialogue avec les organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de la protection des droits de l'homme, en particulier celles qui luttent contre la discrimination raciale, en incluant les organisations représentatives des groupes les plus exposés à la discrimination raciale, dans le cadre de l'élaboration du prochain rapport périodique et du suivi des présentes observations finales.

Diffusion d'information

42. Le Comité recommande à l'État partie de mettre ses rapports à la disposition du public dès leur soumission et de diffuser également les observations finales du Comité qui s'y rapportent auprès de tous les organes de l'État chargés de l'application de la Convention dans les langues officielles et les autres langues couramment utilisées, selon qu'il conviendra.

Document de base commun

43. Le Comité engage l'État partie à mettre à jour son document de base commun, qui date de 2017, conformément aux directives harmonisées pour l'établissement de rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier celles concernant le document de base commun, adoptées à la cinquième réunion intercomités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tenue en juin 2006¹³. À la lumière de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, le Comité exhorte l'État partie à respecter la limite de 42 400 mots fixée pour ce document.

Suite donnée aux présentes observations finales

44. Conformément à l'article 9 (par. 1) de la Convention et à l'article 65 de son règlement intérieur, le Comité demande à l'État partie de fournir, dans un délai d'un an à compter de l'adoption des présentes observations finales, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 5 a) et c) (application de la Convention dans le contexte du conflit armé), 24 a) et d) (droits que la Convention garantit aux habitants de la Crimée et de la ville de Sébastopol, temporairement occupées par la Fédération de Russie) et 34 a) et b) (apatrides et migrants sans papiers et/ou en situation irrégulière).

Paragraphes d'importance particulière

45. Le Comité souhaite appeler l'attention de l'État partie sur l'importance particulière des recommandations figurant dans les paragraphes 15 (discours et crimes de haine à caractère raciste), 17 (violences policières à caractère raciste et profilage racial) et 21 (espace civique), et lui demande de faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements détaillés sur les mesures concrètes qu'il aura prises pour y donner suite.

Élaboration du prochain rapport périodique

46. Le Comité recommande à l'État partie de soumettre son rapport valant vingt-septième à vingt-neuvième rapports périodiques, d'ici au 6 mars 2026, en tenant compte des directives pour l'établissement du document se rapportant spécifiquement à la Convention adoptées par le Comité à sa soixante et onzième session¹⁴ et en traitant de tous les points soulevés dans les présentes observations finales. À la lumière de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, le Comité exhorte l'État partie à respecter la limite de 21 200 mots fixée pour les rapports périodiques.

¹³ HRI/GEN/2/Rev.6, chap. I.

¹⁴ CERD/C/2007/1.